

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER

(Loi n°2011-803 du 05 Juillet 2011)
(Décrets n° 2011-846 et 847 du 18 juillet 2011)

ORDONNANCE DU 16 SEPTEMBRE 2020

N° 2020 - 211

Décision déferée au premier président :

Ordonnance rendue par le juge des libertés et de la détention de Beziers en date du 03 septembre 2020 enregistrée au répertoire général sous le n° 20/274.

ENTRE :

[REDACTED]
née le [REDACTED] F[REDACTED] (92260)
de nationalité Française

Appelante

Non comparante, représentée par Maître Solène MORIN, avocate commise d'office.

ET :

Monsieur LE DIRECTEUR - CENTRE HOSPITALIER CAMILLE
CLAUDEL
CENTRE HOSPITALIER
34500 BEZIERS
Non comparant

MINISTERE PUBLIC
Cour d'appel
1, rue Foch
34000 MONTPELLIER
Non comparant

DEBATS

L'affaire a été débattue le 15 Septembre 2020, en audience publique, devant Myriam BOUZAT, conseillère, déléguée par ordonnance du premier président en application des dispositions de l'article L.3211-12-4 du code de la santé publique, assistée de Maryline THOMAS greffier et mise en délibéré au 16 septembre 2020.

ORDONNANCE

Réputée contradictoire,

Signée par Myriam BOUZAT, conseillère, et Maryline THOMAS, greffier et rendue par mise à disposition au greffe par application de l'article 450 du code de procédure civile.

Vu la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge,

Vu la loi n° 2013-803 du 27 septembre 2013 modifiant certaines dispositions issues de la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge,

N° RG 20/03738 - N°
P o r t a l i s
DBVK-V-B7E-OVU
R

C/

LE DIRECTEUR -
C E N T R E
HOSPITALIER
CAMILLE CLAUDEL
MINISTERE PUBLIC

Vu le décret n° 2011- 846 du 18 juillet 2011 relatif à la procédure judiciaire de mainlevée ou de contrôle des mesures de soins psychiatriques,

Vu le décret n°2014-897 du 15 août 2014 modifiant la procédure judiciaire de mainlevée et de contrôle des mesures de soins psychiatriques sans consentement,

Vu l'ordonnance rendue par le juge des libertés et de la détention de Beziers en date du 03 Septembre 2020,

Vu l'appel formé le 08 Septembre 2020 par [REDACTED] reçu au greffe de la cour le 08 Septembre 2020,

Vu l'avis du ministère public en date du 14 septembre 2020 qui s'en rapporte,

EXPOSE DES FAITS, PROCEDURE ET PRÉTENTIONS DES PARTIES

[REDACTED] a été réintégrée le 24 août 2020, en hospitalisation complète sur la base du certificat médical établi par le Dr Gints Garlejs; saisi pour le contrôle de la régularité de la procédure, le juge des libertés et de la détention de Béziers le 3 septembre 2020 en a constaté sa régularité et a maintenu la mesure dont l'intéressée a relevé appel.

[REDACTED] a accusé réception le 14 septembre 2020 de l'avis d'audience pour le 15 septembre 2020 à 14 heures 15, sur lequel a été rajouté manuscritement " qui se déroulera par téléphone" alors que la convocation en bonne et due forme adressée à l'établissement de soins ne prévoit pas d'audience par communication téléphonique, la période de crise sanitaire le permettant s'étant achevée au 11 août 2020 selon les dispositions de l'ordonnance 2020-304 du 25 mars 2020.

La magistrate déléguée a fait demander le 11 septembre 2020 à l'établissement de soins la communication du certificat médical de réintégration du Dr Gints GARLEJS non joint à la procédure communiquée au juge des libertés et de la détention de Béziers; l'établissement de soins a communiqué le 14 septembre 2020 le certificat médical sollicité.

Le 14 septembre 2020, le Dr Lisa PECOUT, médecin psychiatre rattaché à l'établissement de soins atteste que l'état de santé de la patiente ne lui permet pas d'assister à l'audience de la cour d'appel fixée au 15 septembre 2020 à 14 h 15 en application des dispositions de l'article R 3211-24 du code de la santé publique et sollicite le report de l'audience.

L'avocat de [REDACTED] oppose au renvoi de l'audience, exposant avoir pu s'entretenir avec la patiente le matin même et constaté que son état sédaté serait le même dans les jours à venir et fait valoir au soutien de la demande de mainlevée les moyens de nullité suivants:

- sur l'incompétence du signataire de l'acte de saisine du juge des libertés et de la détention de Béziers en l'absence de communication d'acte de délégation du directeur de l'établissement de soins à monsieur Mathieu Martinez, directeur adjoint, directeur de l'action gériatrique et de la psychiatrie.
- sur la violation des dispositions de l'article L 3212-7 du code de la santé publique (absence de décisions mensuelles, certificats médicaux non circonstanciés, évaluation médicale non approfondie du collège)
- sur l'absence de notification des décisions de maintien mensuelles à la patiente au regard de l'article L 3211-3 du code de la santé publique.
- sur le non respect de la procédure de réintégration (article L 3211-11 du code de la santé publique)

- sur l'absence de recueil des observations de la patiente et sur la notification tardive de la décision de réadmission au regard de l'article L 3211-3 du code de la santé publique.

MOTIFS

_____ a formé appel à l'encontre de l'ordonnance du juge des libertés et de la détention de Béziers du 3 septembre 2020, par courrier reçu et enregistré au greffe de la cour d'appel de Montpellier le 8 septembre 2020 à 11 h 12. Son appel interjeté dans les 10 jours de la notification de la décision querellée est recevable.

- **sur l'incompétence du signataire de l'acte de saisine du juge des libertés et de la détention de Béziers en l'absence de communication d'acte de délégation du directeur de l'établissement de soins à monsieur Mathieu Martinez, directeur adjoint, directeur de l'action gériatrique et de la psychiatrie:**

La qualité professionnelle de monsieur Mathieu Martinez, caractérise sa compétence à signer au lieu et place du directeur général pour les actes relevant du service psychiatrique, et donc même en l'absence de communication de la délégation de signature du directeur général à monsieur Mathieu Martinez, directeur adjoint, directeur de l'action gériatrique et de la psychiatrie qui n'est pas un acte obligatoirement à communiquer par l'établissement de soins selon le code de la santé publique et que l'avocat aurait pu consulter par ailleurs, étant un acte publié, aucune irrégularité ne peut être relevée à ce titre.

- **sur la violation des dispositions de l'article L 3212-7 du code de la santé publique (absence de décisions mensuelles, certificats médicaux non circonstanciés, évaluation médicale non approfondie du collège)**

Selon les dispositions de l'article L 3212-7 du code de la santé publique: "A l'issue de la première période de soins psychiatriques prononcée en application du deuxième alinéa de l'article L. 3212-4, les soins peuvent être maintenus par le directeur de l'établissement pour des périodes d'un mois, renouvelables selon les modalités prévues au présent article.

1. Dans les trois derniers jours de chacune des périodes mentionnées au premier alinéa, un psychiatre de l'établissement d'accueil établit un certificat médical circonstancié indiquant si les soins sont toujours nécessaires. Ce certificat médical précise si la forme de la prise en charge de la personne malade décidée en application de l'article L. 3211-2-2 demeure adaptée et, le cas échéant, en propose une nouvelle. Lorsqu'il ne peut être procédé à l'examen de la personne malade, le psychiatre de l'établissement d'accueil établit un avis médical sur la base du dossier médical.

Lorsque la durée des soins excède une période continue d'un an à compter de l'admission en soins, le maintien de ces soins est subordonné à une évaluation médicale approfondie de l'état mental de la personne réalisée par le collège mentionné à l'article L. 3211-9. Cette évaluation est renouvelée tous les ans. Ce collège recueille l'avis du patient. En cas d'impossibilité d'examiner le patient à l'échéance prévue en raison de son absence, attestée par le collège, l'évaluation et le recueil de son avis sont réalisés dès que possible.

Le défaut de production d'un des certificats médicaux, des avis médicaux ou des attestations mentionnés au présent article entraîne la levée de la mesure de soins.

Les copies des certificats médicaux, des avis médicaux ou des attestations prévus au présent article et à l'article L. 3211-11 sont adressées sans délai par le directeur de l'établissement d'accueil à la commission départementale des soins psychiatriques mentionnée à l'article L. 3222-5.

Les pièces du dossier remis au premier juge contiennent une décision de maintien du vendredi 13 décembre 2019 suivie de la suivante en date du vendredi 17 janvier 2020, de même celle du vendredi 13 mars 2020 est suivie d'une décision de maintien du mardi 21 avril 2020.

L'article sus-mentionné stipule " Dans les trois derniers jours de chacune des périodes mentionnées au premier alinéa, un psychiatre de l'établissement d'accueil établit un certificat médical circonstancié indiquant si les soins sont toujours nécessaires" et non décision administrative de maintien, en conséquence, cette branche du moyen sera rejetée.

Les certificats médicaux mensuels de maintien de la mesure établis sur l'année 2019 relatent un diagnostic différent par exemple celui du 17 octobre 2019 mentionne: "persistance de l'amélioration de son état avec comportement adapté, discours structuré sans élément délirant ni dissociatif "alors que celui du 13 décembre 2019 mentionne déséquilibre de son état psychiatrique. En effet, s'est fait jour une désorganisation psychique à minima avec dispersion psychique, baisse de la présence à soi et trouble de l'ipséité; il semblerait que cette déstabilisation soit en rapport avec le diagnostic récent d'un adénome hypophysaire à prolactine."

Etant ces certificats médicaux aux mentions différentes, il convient de rejeter cette branche du moyen.

L'avis du collège en date du 18 novembre 2019 rend compte de l'état psychiatrique de la patiente en indiquant désorganisation psychique à minima avec dispersion psychique, baisse de la présence à soi et trouble de l'ipséité; il semblerait que cette déstabilisation soit en rapport avec le diagnostic récent d'un adénome hypophysaire à prolactine.

Cette branche du moyen sera également écartée.

- sur l'absence de notification des décisions de maintien mensuelles à la patiente, l'absence de recueil des observations de la patiente au regard de l'article L 3211-3 du code de la santé publique:

L'article L 3211-3 du code de la santé publique édicte: "Lorsqu'une personne atteinte de troubles mentaux fait l'objet de soins psychiatriques en application des dispositions des chapitres II et III du présent titre ou est transportée en vue de ces soins, les restrictions à l'exercice de ses libertés individuelles doivent être adaptées, nécessaires et proportionnées à son état mental et à la mise en œuvre du traitement requis. En toutes circonstances, la dignité de la personne doit être respectée et sa réinsertion recherchée.

1. Avant chaque décision prononçant le maintien des soins en application des articles L. 3212-4, L. 3212-7 et L. 3213-4 ou définissant la forme de la prise en charge en application des articles L. 3211-12-5, L. 3212-4, L. 3213-1 et L. 3213-3, la personne faisant l'objet de soins psychiatriques est, dans la mesure où son état le permet, **informée de ce projet de décision et mise à même de faire valoir ses observations, par tout moyen et de manière appropriée à cet état.**

En outre, toute personne faisant l'objet de soins psychiatriques en application des chapitres II et III du présent titre ou de l'article 706-135 du code de procédure pénale **est informée :**

a) **Le plus rapidement possible et d'une manière appropriée à son état, de la décision d'admission et de chacune des décisions mentionnées au deuxième alinéa du présent article, ainsi que des raisons qui les motivent ;**

b) **Dès l'admission ou aussitôt que son état le permet et, par la suite, à sa demande et après chacune des décisions mentionnées au même deuxième alinéa, de sa situation juridique, de**

ses droits, des voies de recours qui lui sont ouvertes et des garanties qui lui sont offertes en application de l'article L. 3211-12-1.

L'avis de cette personne sur les modalités des soins doit être recherché et pris en considération dans toute la mesure du possible.

En tout état de cause, elle dispose du droit :

- 1° De communiquer avec les autorités mentionnées à l'article L. 3222-4 ;
- 2° De saisir la commission prévue à l'article L. 3222-5 et, lorsqu'elle est hospitalisée, la commission mentionnée à l'article L. 1112-3 ;
- 3° De porter à la connaissance du Contrôleur général des lieux de privation de liberté des faits ou situations susceptibles de relever de sa compétence ;
- 4° De prendre conseil d'un médecin ou d'un avocat de son choix ;
- 5° D'émettre ou de recevoir des courriers ;
- 6° De consulter le règlement intérieur de l'établissement et de recevoir les explications qui s'y rapportent ;
- 7° D'exercer son droit de vote ;
- 8° De se livrer aux activités religieuses ou philosophiques de son choix.

Ces droits, à l'exception de ceux mentionnés aux 5°, 7° et 8°, peuvent être exercés à leur demande par les parents ou les personnes susceptibles d'agir dans l'intérêt du malade."

En l'espèce, les décisions de maintien mensuelles mentionnent au pied : pour notification / le patient s/ couvert de l'unité de soins, sans qu'un justificatif de la notification d'une part des décisions et d'autre part de la situation juridique, droits, voies de recours et garanties du patient soit produite aux débats.

De plus aucun certificat médical ni attestation administrative ne précise que l'avis et les éventuelles observations de la patiente aient été recueillis.

Il est inutile de répondre aux autres moyens développés par le conseil de la patiente.

Il convient donc de constater l'irrégularité de la procédure de soins sans consentement, d'infirmer l'ordonnance du juge des libertés et de la détention de Béziers et d'ordonner la mainlevée de la patiente dans les 24 heures de la notification de la décision.

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement,

Déclarons recevable l'appel formé par [REDACTED]

Infirmons la décision déférée,

Ordonnons la mainlevée de l'hospitalisation complète de [REDACTED] X, dans le délai de 24 heures à compter de sa notification à la patiente pour permettre au service de mettre en place, le cas échéant, des soins ambulatoires.

Laissons les dépens à la charge du trésor public,

Disons que la présente décision est portée à la connaissance de la personne qui fait l'objet de soins par le greffe de la cour d'appel.

Rappelons que la présente décision est communiquée au ministère public, au directeur d'établissement.

Le greffier

Le magistrat délégué